

La baisse de l'activité se ressent sur l'emploi

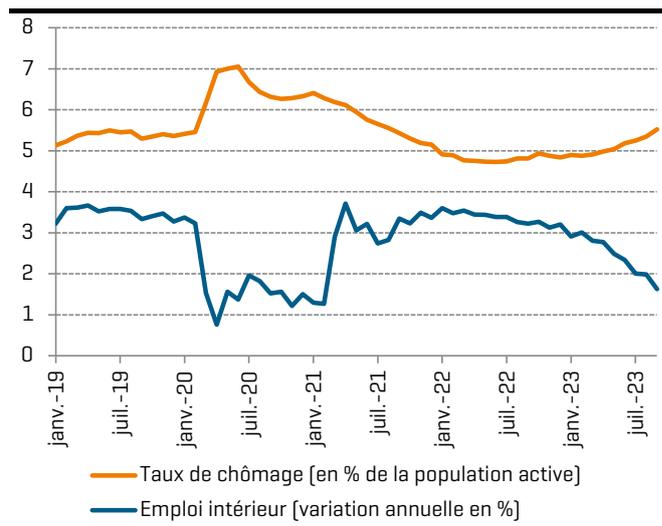
La détérioration de l'activité économique est plus marquée au Luxembourg que dans la zone euro cette année. Ceci vaut pour le secteur financier, malgré une bonne tenue des emplois correspondants, mais aussi pour d'autres branches où l'évolution des effectifs se trouve bien plus affectée.

Sur les deux premiers trimestres de 2023, le PIB en volume du Luxembourg s'inscrit en baisse par rapport à l'année passée (-1.7%). Ce résultat découle largement de la contre-performance enregistrée par le secteur financier [-6% sur la même période en termes de valeur ajoutée en volume], affecté notamment par les moindres volumes de crédit aux ménages et aux entreprises, la faiblesse des émissions nettes dans les fonds d'investissement et le déclin des primes d'assurance vie. La valeur ajoutée du secteur financier a par contre bien résisté exprimée en valeur, bénéficiant notamment d'effets prix favorables liés à la remontée des taux d'intérêt [la marge d'intérêt des banques progresse notamment de quelque 65% sur un an au 1^{er} semestre 2023 selon les données de la CSSF¹], de même que les effectifs du secteur [en hausse de presque 4% sur un an sur la même période²].

A côté du secteur financier, les autres branches de l'économie luxembourgeoise montrent cependant aussi en majorité une tendance de freinage³ – plus ou moins appuyée – de la valeur ajoutée en volume et celle-ci impacte l'évolution des effectifs. Par rapport aux tendances relevées dans l'ensemble de la zone euro, trois branches en particulier se distinguent négativement côté luxembourgeois, à savoir celles des transports, des services d'information et communication (TIC) et de la construction.

Pour les transports⁴, différents indicateurs conjoncturels témoignent d'une reprise qui se poursuit en zone euro, largement influencée par la remontée du transport de fret et de passagers. Au Luxembourg en revanche, le fret aérien tend à se replier depuis 2022⁵ et pèse ainsi sur la valeur ajoutée de la branche, où les créations d'emplois ont nettement ralenti depuis le 2^e trimestre 2023. Pour les TIC, la valeur ajoutée avait connu une croissance à deux chiffres en 2021 et 2022 au Luxembourg, mais les derniers trimestres témoignent d'une certaine stagnation alors qu'elle continue à progresser en zone euro. L'emploi dans cette branche progresse cette année bien moins vite au Luxembourg [+2.6% sur un an au 1^{er} semestre⁶] qu'en zone euro [+4.1% sur la même période]. Enfin, pour la construction, la valeur ajoutée en volume montre un repli d'environ 6% sur un an au 1^{er} semestre 2023 au Luxembourg [contre une hausse de 0.4% en zone euro]. Le domaine de la construction résidentielle est particulièrement touché, avec un retournement des indicateurs du marché immobilier relativement plus marqué au Luxembourg que dans le reste de l'Europe [voir ci-après].

EMPLOI ET CHÔMAGE AU LUXEMBOURG



Sources: IGSS, ADEM, STATEC

Les effectifs de la construction se replient au Luxembourg depuis le début de l'année et les demandeurs d'emploi issus de cette branche contribuent significativement à la remontée du chômage.

Moins de créations d'emplois... et plus de chômage

Le chômage a en effet repris une tendance haussière au Luxembourg depuis le début de l'année et celle-ci s'est amplifiée au cours des derniers mois. Ceci contraste avec le taux de chômage observé en zone euro, qui tend à se stabiliser et ne montre pas encore de signe de retournement à la hausse [notamment parce qu'il continue de baisser en Espagne et en Italie]. Malgré tout, l'emploi ralentit en zone euro [cf. Conjoncture Flash de septembre] et revient vers une progression annuelle de 1%, un seuil en deçà duquel le chômage tend historiquement à remonter. Par comparaison, au Luxembourg, il faut grosso modo une progression annuelle de l'emploi de l'ordre de 2.5% pour que le chômage se stabilise, or ce rythme n'a plus été atteint depuis le printemps 2023 et continue à s'affaiblir à l'approche du 4^e trimestre.

¹ Une partie des intérêts reçus par les banques ne sont cependant pas pris en compte dans le calcul de la VAB selon les règles de la comptabilité nationale (notamment les intérêts sur dérivés).

² Les données disponibles pour les 2^e et 3^e trimestres montrent cependant un certain ralentissement à ce niveau.

³ Hors secteur financier, la valeur ajoutée en volume progresse de 0.4% sur un an au 1^{er} semestre 2023 (après une hausse de 3.5% sur l'ensemble de 2022).

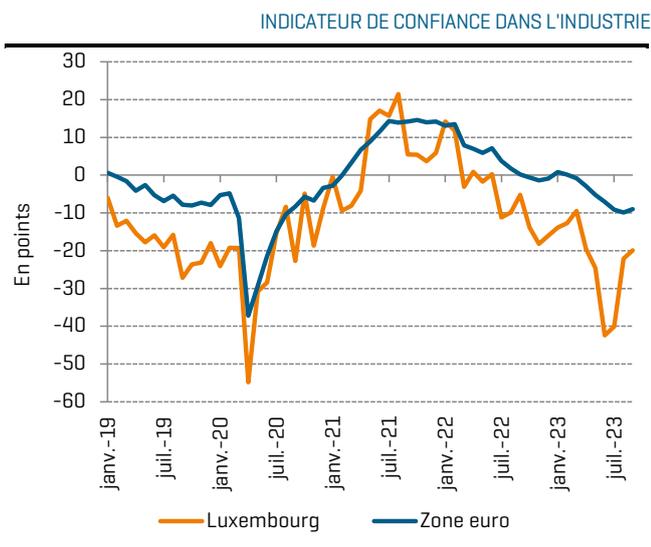
⁴ Pour cette branche, les données trimestrielles de comptabilité nationale ne sont pas directement disponibles pour l'ensemble des pays de la zone euro, mais seulement dans un agrégat regroupant commerce, transports et Horeca.

⁵ Il avait par contre surperformé en 2020 et 2021 durant la crise sanitaire.

⁶ Les données trimestrielles désaisonnalisées montrent par ailleurs une stagnation de l'emploi dans cette branche depuis le 2^e trimestre 2023.

Activité

Regain récent de confiance dans l'industrie



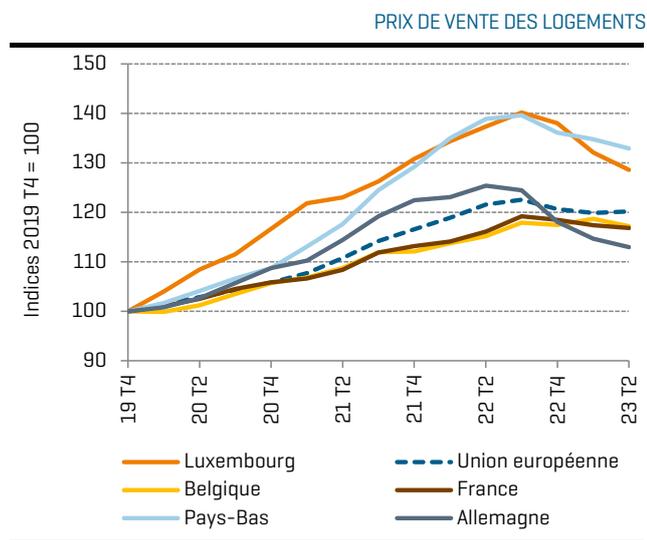
Sources: Commission européenne, STATEC (données désaisonnalisées)

La production industrielle du Luxembourg accuse un net repli cette année, de l'ordre de -6% par rapport à 2022 sur les 7 premiers mois, soit l'un des plus faibles résultats dans la zone euro (avec les Etats baltes et les Pays-Bas). Plus d'un tiers de cette baisse provient de la production et distribution d'énergie, les autres principales contributions négatives revenant aux machines et équipements, à l'industrie textile et à la fabrication de produits métalliques.

La confiance des industriels luxembourgeois s'est repliée de manière plus prononcée que celle de leurs homologues de la zone euro en 2022 et sur une bonne partie de 2023. Néanmoins, elle s'est significativement redressée depuis août dernier, en lien avec la baisse des stocks et de meilleures perspectives sur l'évolution de la production dans les domaines des produits en caoutchouc et plastique, métalliques, alimentaires et des machines et équipements. En zone euro, le moral des industriels remonte aussi très légèrement sur la fin du 3^e trimestre, à la fois dans les enquêtes coordonnées par la Commission européenne et celles des directeurs d'achats (indice PMI manufacturier).

Immobilier

L'immobilier luxembourgeois parmi les plus touchés de l'UE



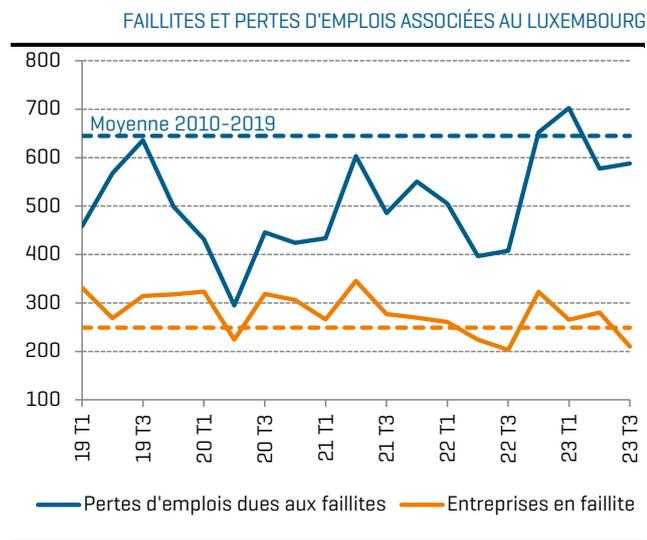
Source: Eurostat

La baisse de la demande sur le marché immobilier, notamment en raison de l'augmentation des coûts d'emprunts, s'observe aussi bien au Luxembourg qu'au sein de l'Union européenne. Le nombre de transactions de logements diminue au 2^e trimestre 2023 de plus de 10% sur un an dans chacun des 12 pays européens pour lesquels les données sont disponibles. Le Luxembourg est, derrière la Finlande, le pays avec la chute la plus forte [-45%, comparé à une baisse moyenne d'environ 25%]. Au niveau national, les transactions d'appartements en construction sont les plus concernées [-63%].

Ce recul a provoqué une baisse des prix des logements dans plusieurs pays de l'UE. Le Luxembourg [-6.4% sur un an au 2^e trimestre] montre une des plus fortes corrections, comparable à celle observée dans les pays scandinaves. L'Allemagne clôture le classement [-10%]. Si certains pays ne montrent pas de même des signes de ralentissement. Concernant l'évolution entre le 1^{er} et 2^e trimestre 2023, le Luxembourg [-2.7%] et ses pays voisins (entre -0.5% et -1.5%) affichent une baisse des prix de vente, mais d'autres pays de l'UE donnent des signes de redressement (Danemark, Espagne et Italie notamment).

Marché du travail

Des faillites plus lourdes en termes d'emplois



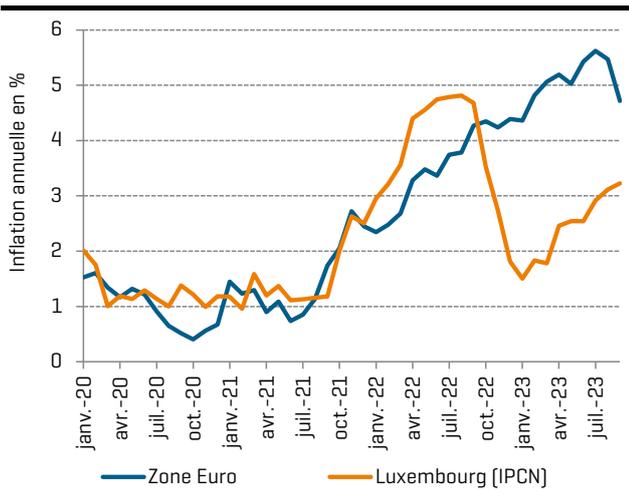
Source: STATEC (données désaisonnalisées)

Si les mesures de soutien aux entreprises à la suite de la crise du COVID-19 avaient contribué à comprimer les faillites dans la zone euro, ce nombre a fortement progressé sur les derniers trimestres [+25% sur un an au premier semestre 2023]. Cette progression traduit donc d'un côté une normalisation dans certains pays (notamment pour la France, les Pays-Bas et l'Allemagne), et pour d'autres, comme l'Espagne, une envolée [+36% sur un an].

Au Luxembourg, le nombre de faillites est demeuré relativement stable (et proche de sa moyenne historique), il avait significativement augmenté au croisement de 2022 et 2023, mais s'est quelque peu tassé depuis. Par contre, les pertes d'emplois associées à ces faillites ont fortement augmenté sur la même période [avec une hausse de 50% sur un an sur les 3 premiers trimestres de 2023]. Elles sont particulièrement élevées dans la construction [cumulant environ 700 pertes d'emplois sur les trois premiers trimestres], dans l'Horeca [-300 emplois], le commerce [-250] et les transports [-160].

Inflation 1/2

INFLATION DES SERVICES



Sources: Eurostat, STATEC

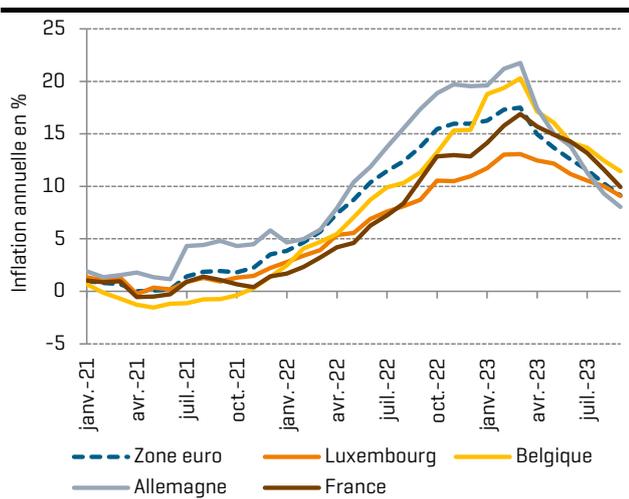
La gratuité de certains services freine l'inflation luxembourgeoise

Sur les derniers trimestres, l'inflation des services au Grand-Duché reste bien en-dessous de celle observée en zone euro et ceci malgré trois indexations des salaires en 2023. Ensemble avec la Finlande, Chypre, la France et la Grèce, le Luxembourg connaît une inflation des services inférieure à 4% en septembre 2023, contre 4.7% en zone euro et 8 à 9% dans la plupart des Etats membres de l'Est.

La gratuité des cantines scolaires et des maisons relais depuis la rentrée scolaire 2022 en est l'une des principales explications, tout comme la gratuité des transports publics depuis mars 2020. Les prix des transports ont notamment augmenté substantiellement en zone euro ces derniers mois. D'autres postes de dépenses, comme l'entretien et la réparation de véhicules ou la restauration rapide et plats à emporter marquent aussi une contribution bien moins forte à l'inflation des services en 2023 au Luxembourg qu'en zone euro (c'était plutôt l'inverse sur les années précédentes). L'impact de la gratuité des cantines scolaires et des maisons relais va s'estomper progressivement sur le dernier trimestre 2023.

Inflation 2/2

INFLATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES



Source: Macrobond

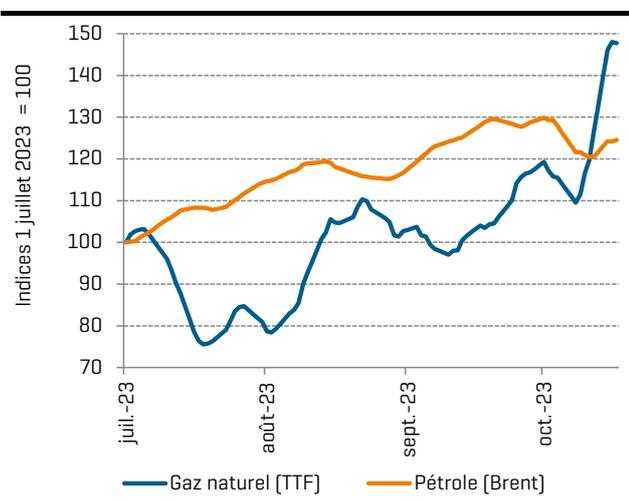
Une hausse moins élevée des prix de l'alimentation au Luxembourg

Depuis la mi-2022, le Luxembourg connaît l'inflation alimentaire la plus faible de toute la zone euro, avec un pic limité à quelque 13% sur un an au printemps 2023 (contre plus de 17% en zone euro). Cette moindre hausse des prix au Grand-Duché par rapport à la zone euro s'observe pour presque toutes les grandes catégories d'aliments. Le pain et les céréales notent la différence la plus marquée, avec un pic d'inflation à 14.5% en avril pour le Luxembourg, moindre que dans les pays voisins: 15.8% en France (en avril), 22% en Belgique (en janvier) et 24.6% en Allemagne (en février). Mais ce sont aussi la confiserie, la viande et les produits laitiers qui voient leurs prix augmenter bien moins au Luxembourg qu'en zone euro et dans les pays voisins.

Depuis le mois de mars, les prix alimentaires progressent à un rythme moins soutenu dans tous les pays de la zone euro (à l'exception de Chypre). En zone euro ainsi qu'au Luxembourg, ce sont surtout les produits laitiers, la viande, le pain et les céréales et les légumes qui contribuent le plus à ce recul de l'inflation alimentaire.

Énergie

PRIX AU COMPTANT DU PÉTROLE ET DU GAZ NATUREL



Source: Macrobond (Moyennes mobiles sur 7 jours)

Les marchés de l'énergie sous tension

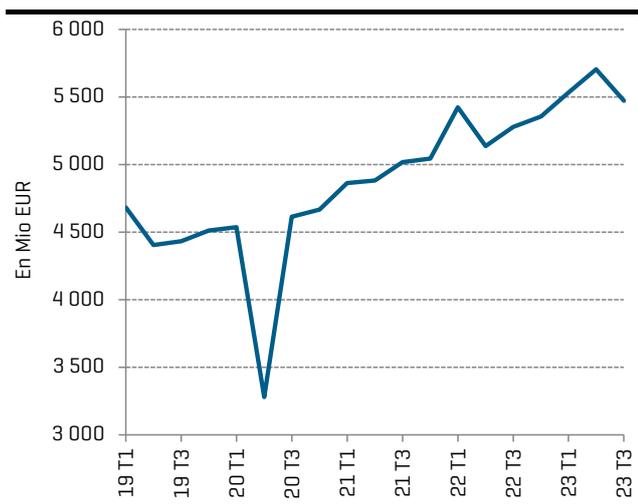
Les spéculations autour de l'impact potentiel du conflit entre le Hamas et Israël ont poussé les prix mondiaux de l'énergie à la hausse. Le cours du Brent a repris sa progression, après une légère détente au début du mois d'octobre, et se maintenant depuis lors au-dessus des 90 USD le baril.

En dépit des niveaux records de stockage de gaz en Europe cet hiver, les prix du gaz ont grimpé après la fermeture d'un important champ gazier israélien deux jours après l'éclatement des affrontements. Les prix du gaz sur la bourse européenne de référence ont augmenté de plus de 30% depuis le 6 octobre et ont pratiquement doublé depuis leur niveau bas en juillet.

Une escalade du conflit risque de perturber le flux régulier de pétrole en provenance de la région et de raviver la volatilité sur les marchés mondiaux de l'énergie. Si le conflit s'étendait à l'Iran, les États-Unis pourraient renforcer l'application de sanctions, ce qui pèserait davantage sur un marché pétrolier déjà sous-approvisionné.

Finances publiques

RECETTES FISCALES (EN BASE CAISSE)



Sources: Administrations fiscales, STATEC (données désaisonnalisées)

Repli des recettes fiscales au 3^e trimestre

Après avoir nettement progressé au 1^{er} semestre, les recettes fiscales se sont repliées au 3^e trimestre [-4.1% sur un trimestre sur base des données désaisonnalisées, +5.6% sur un an sur les neuf premiers mois de l'année]. Les impôts collectés sur les entreprises refluent depuis le 2^e trimestre [-25% entre le 1^{er} et le 3^e trimestre], reflétant le ralentissement généralisé de l'activité. Du côté des ménages, ce sont surtout les impôts retenus sur les revenus de capitaux qui accusent un recul marqué au 3^e trimestre [-25% entre le 2^e et le 3^e trimestre].

Les recettes de la taxe d'abonnement, liées aux actifs des fonds d'investissement, remontent encore légèrement [+0.8% au 3^e trimestre, après +2.3% au 2^e trimestre] mais elles devraient par la suite être affectées par la dégradation récente des marchés boursiers. Après une hausse notable au 2^e trimestre, les droits d'accises sur le tabac ont reculé suite à la modification des taux d'accises et la baisse subséquente des produits mis en vente dès juillet. Les recettes issues des droits d'enregistrement sur les transactions immobilières affichent une baisse moins prononcée que celle observée les trois trimestres précédents [-3.2% au 3^e trimestre contre -20% en moyenne sur les trois trimestres précédents].

Tableau de bord

	janv-23	févr-23	mars-23	avr-23	mai-23	juin-23	juil-23	août-23	sept-23	Moyenne des trois derniers mois	Même période de l'année précédente
Variations annuelles en %, sauf mention contraire											
Activité											
Production industrielle par jour ouvrable, en volume	-8.8	-3.0	-1.4	-7.3	-7.1	-6.7	-6.8	...	...	-6.9	-1.6
Production dans la construction par jour ouvrable, en volume	-11.8	0.3	-2.1	0.8	-2.6	-0.5	-1.0	...	...	-1.3	-1.6
Chiffre d'affaires en volume du commerce de détail hors vente par correspondance et carburants	-2.6	-2.5	-5.6	-4.6	-4.2	-0.8	-2.0	...	...	-2.3	-1.9
Prix, salaires											
Indice des prix à la consommation (IPCN)	4.8	4.3	3.6	3.7	3.6	3.2	3.7	4.2	4.0	4.0	6.8
Inflation sous-jacente	4.8	4.8	4.7	4.9	4.8	4.7	4.9	4.5	4.3	4.6	5.0
Indice des produits pétroliers	3.9	-3.5	-11.4	-13.5	-13.9	-17.4	-12.8	-1.3	-0.6	-5.0	39.0
Indice des prix à la production industrielle	17.7	13.0	9.7	2.2	-1.5	-3.9	-7.0	-6.6	...	-5.9	28.5
Indice des prix à la construction ¹	14.1	14.1	14.1	12.3	12.3	12.3	...	...	...	12.3	13.9
Coût salarial moyen par personne (CNT)	6.4	6.4	6.4	6.3	6.3	6.3	...	...	...	6.3	8.3
Commerce extérieur											
Exportations de biens en volume	2.0	-1.3	0.1	0.9	-4.0	0.1	6.6	...	...	0.8	-6.1
Importations de biens en volume	3.9	3.1	2.0	-8.1	-4.2	-5.9	-5.7	...	...	-5.3	-6.5
Emploi, chômage											
Emploi salarié intérieur	2.9	3.0	2.7	2.7	2.4	2.2	1.9	1.9	1.5	1.7	3.3
Emploi national	2.3	2.4	2.3	2.3	2.1	1.9	1.7	1.6	1.3	1.5	2.4
Taux de chômage (en % de la population active, cvs, ADEM)	4.9	4.9	4.9	5.0	5.0	5.2	5.3	5.3	5.5	5.4	4.8

Source: STATEC

Cvs - corrigé des variations saisonnières, CNT - Comptes nationaux trimestriels

¹ Estimations sur base de données semestrielles

Repères

	Variation en % par rapport au trimestre précédent					
	2022 T1	2022 T2	2022 T3	2022 T4	2023 T1	2023 T2
Zone euro - Croissance en vol. du PIB (Commission européenne)	0.7	0.8	0.3	-0.1	0.1	0.1
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	0.0	-0.2	0.0	-2.1	0.6	-0.1
	Variation annuelle en %					
Luxembourg - Croissance en vol. du PIB (Statec)	2.9	-0.9	7.2	1.4	1.5	2.5
PIB en valeur 2022: 77 529 Mio EUR						
Salairé minimum mensuel (depuis le 01/09/2023): 2 570.93 EUR	Indice des prix à la consommation (09/2023) - base 1 ^{er} janvier 1948: 1 002.01					
Balance courante (T2 2023): 1 347 Mio EUR	Moyenne semestrielle de l'indice rattaché au 1 ^{er} janvier 1948 (09/2023): 992.93					
Population résidente (01/01/2023): 660 809	Date prévue pour la prochaine indexation des salaires: T3 2024					

* Prévisions de la Note de Conjoncture 1-23 (juin 2023)

Pour en savoir plus:

info@statec.etat.lu
 [+352] 247-84219
www.statistiques.lu